

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°89-2021-095

PUBLIÉ LE 9 AVRIL 2021

# Sommaire

## **Préfecture de l'Yonne / Cabinet - Service interministériel de défense et de protection civiles**

89-2021-04-06-00005 - 1 - arrêté PREF CAB SIDPC 2021 0308 portant mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 dans le département de l'Yonne (4 pages)

Page 3

89-2021-04-02-00003 - 2 - Avis ARS 020421 (2 pages)

Page 8

Préfecture de l'Yonne

89-2021-04-06-00005

1 - arrêté PREF CAB SIDPC 2021 0308 portant  
mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie  
de COVID 19 dans le département de l'Yonne

**Arrêté N°PREF-CAB-SIDPC-2021-0308  
portant mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19  
dans le département de l'Yonne**

Le Préfet de l'Yonne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-8, L. 3131-9 et L. 3136-1 ;

VU la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, notamment son article 1er ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 nommant M. Henri PREVOST, préfet de l'Yonne ;

VU le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

VU l'arrêté préfectoral PREF-CAB-SIDPC-2021-0294 du 29 mars 2021 ;

VU l'avis de l'Agence régionale de santé du 02 avril 2021 ;

CONSIDERANT que si le ministre chargé de la santé peut prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population, il peut également prendre de telles mesures après la fin de l'état d'urgence sanitaire prévu aux articles L. 3131-12 et suivants du code de la santé publique, afin d'assurer la disparition durable de la situation de crise sanitaire, et peut habilier le représentant de l'Etat territorialement compétent à prendre toutes les mesures d'application de ces dispositions, y compris des mesures individuelles ;

CONSIDERANT qu'afin de continuer à ralentir la propagation du virus covid-19, le ministre de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 29 octobre 2020 ; qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits ; que dans les cas où le port du masque de protection n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDERANT le regain de la circulation virale en Bourgogne-Franche-Comté et notamment dans l'Yonne et la forte augmentation du nombre d'hospitalisations liées à l'épidémie de SARS-CoV-2, notamment dans les services de réanimation ;

CONSIDERANT que les données fournies par l'Agence Régionale de Santé au 06 avril 2021 démontrent une augmentation régulière des taux d'incidence du virus SARS-CoV-2 dans le département de l'Yonne, dont le taux d'incidence s'élève à 324 pour 100 000 habitants sur 7 jours glissants et à 301 parmi les plus de 65 ans ;

CONSIDERANT que ces taux d'incidence sont très nettement supérieurs au seuil d'alerte national de 50 nouvelles contaminations pour 100 000 habitants sur 7 jours glissants identifié par les autorités sanitaires ;

CONSIDERANT que les marchés alimentaires et les gares routières, en tant qu'ils sont des lieux de transit, sont sujets à un afflux important de personnes ;

CONSIDERANT qu'afin de faire face à l'épidémie de SARS-CoV-2 dans le cadre de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, le Premier ministre a habilité le représentant de l'État dans le département, lorsque les circonstances locales l'exigent, à l'article 29 du décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé, à interdire ou réglementer l'accueil du public dans les établissements recevant du public et, au II de l'article 1 du décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé, à rendre obligatoire le port du masque dans le cas où il n'est pas prescrit par le décret précité, sauf dans les locaux d'habitation ;

CONSIDERANT que le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorise les établissements visés au I de son article 40 à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, entre 18 heures et 10 heures du matin, la liste des établissements concernés étant arrêtée par le représentant de l'État dans le département ;

CONSIDERANT la localisation des établissements visés au I de l'article 40 du décret n°2020-1310 à proximité des axes routiers et leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier ;

CONSIDERANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter les risques de contagion, en particulier dans l'espace public, afin de préserver les capacités d'accueil et de soins du système médical métropolitain ;

CONSIDERANT que le respect des gestes barrières et des règles de distance dans les rapports interpersonnels est indispensable pour limiter la propagation du virus ;

CONSIDERANT que le port du masque s'impose quand les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties conformément à l'annexe 1 du décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2, mais ne présentant pas ou peu de symptômes, participe à la réduction du risque de transmission du virus aux personnes avec lesquelles elles entrent en contact ;

CONSIDERANT que, avec l'arrivée du beau temps, des regroupements de personnes ont été constatés à l'occasion desquels des boissons alcooliques étaient consommées ; que la consommation d'alcool, outre qu'elle favorise ces regroupements, conduit à des comportements qui ne permettent pas de garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, mentionnées à l'article 1er du décret du 29 octobre susvisé ; que cette situation ne peut que favoriser la propagation du virus covid-19 ;

CONSIDERANT que le risque de transmission du virus est accru dans les endroits de regroupement et les zones à forte densité de population ;

CONSIDERANT que les établissements recevant du public conduisent à un brassage important de population dans un espace restreint, rendant difficile le respect de la distanciation sociale de deux mètres entre chaque individu, et favorisent la propagation du virus ;

CONSIDERANT que la forte fréquentation des vide-greniers sur le département de l'Yonne, ne permet pas le strict respect de la distanciation sociale et des gestes barrières ;

CONSIDERANT que la situation sanitaire locale et notamment la circulation des variants justifient d'interdire sur le territoire du département l'organisation de vide-greniers pour limiter la propagation du virus ;

CONSIDERANT que, compte tenu de la gravité de la situation, qui expose directement la vie humaine, il appartient à l'autorité de police compétente de prendre, en vue de sauvegarder la santé de la population, toutes dispositions adaptées, nécessaires et proportionnées de nature à prévenir ou à limiter les effets de l'épidémie de covid-19 ; qu'une mesure interdisant la consommation d'alcool dans tous les lieux où le port du masque est obligatoire, afin de limiter les regroupements de personnes dans l'espace public, répond à ces objectifs ;

CONSIDERANT que les mesures de lutte contre la propagation épidémique à l'évolution de la situation sanitaire locale doivent répondre au triple critère de nécessité, d'adaptation et de proportionnalité à la situation sanitaire ;

SUR PROPOSITION du directeur de cabinet du préfet de l'Yonne ;

## ARRETE

### **Article 1er :**

L'arrêté préfectoral PREF-CAB-SIDPC-2021-0294 du 29 mars 2021 est abrogé.

### **Article 2 : Port du masque**

I - Le port du masque est obligatoire sur la voie publique et dans les espaces publics, pour toute personne de plus de onze ans, de 7h30 à 19 heures, dans toutes les zones bâties des communes du département de l'Yonne, y compris sur les berges et dans les parcs et jardins ouverts au public.  
Cette disposition est également applicable aux parkings des zones commerciales.

II - La consommation de boissons alcoolisées est interdite sur la voie publique, dans toutes les zones et horaires où le port du masque est obligatoire.

III - Les obligations du port du masque mentionnées au présent article s'appliquent en dehors de la pratique sportive. Elles ne s'appliquent pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

### **Article 3 : Commerces**

Les activités de livraison à domicile de produits fournis par les établissements de type N (restaurants et débits de boissons) sont interdites sur l'ensemble du département de l'Yonne, entre 22 heures et 06 heures.

Les activités de vente à emporter par les établissements de type N, ayant une activité de restauration rapide (code NAF 5610 C), sont interdites sur l'ensemble du département de l'Yonne, entre 19 heures et 06 heures.

### **Article 4 : Etablissements autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier**

Eu égard à leur proximité des axes routiers et à leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier, les établissements mentionnés au I de l'article 40 du décret du 29 octobre 2020 susvisé dont la liste figure en annexe 1 sont autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle.

### **Article 5 : Interdiction des vide-greniers, braderies et brocantes sur la voie publique**

Afin de ralentir la propagation du virus covid-19 dans le département, l'organisation de vide-greniers, braderies et brocantes sur la voie publique est interdite.

### **Article 6 :**

Les dispositions de cet arrêté sont applicables dès sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture et jusqu'au 04 mai 2021 inclus.

### **Article 7 :**

La violation des dispositions prévues à l'article 1er est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe, conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5ème classe. Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Fait à Auxerre, le 06 avril 2021

Le préfet



Henri PrÉVOST

Voies et délais de recours :

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon ; dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le directeur de cabinet de la préfecture, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne, affiché aux abords des lieux concernés et dont copie sera transmise aux mairies, à l'agence régionale de santé, au procureur de la république près le tribunal judiciaire d'Auxerre et au procureur de la république près le tribunal judiciaire de Sens.

Annexe 1 :

Etablissements autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier

Relais de Savigny - Centre Routier de Courtenay	Route de Courtenay RN60 (A6 : sortie n°17 / A19 : sortie n°3)	SAVIGNY SUR CLARIS
Relais ST christophe	D606	AVALLON
La Clé des Champs	D606	CHAMPIGNY-SUR-YONNE
Chez Fanny	Route nationale 77	VILLENEUVE ST SALVES
Le relais 6	RN6	CUSSY LES FORGES
A la bonne auberge	15 route de Paris à Genève	DANNEMOINE
Chez Cris	42 rue de l'île de France	ARMEAU

Préfecture de l'Yonne

89-2021-04-02-00003

2 - Avis ARS 020421



Dijon, le 2 avril 2021

## **Avis sur l'évolution de la situation épidémique dans le département de l'Yonne et sur les mesures envisagées par le Préfet contre la propagation de la Covid-19**

Les éléments présentés ci-dessous visent à répondre à l'interrogation du Préfet de l'Yonne, sur la situation épidémique dans le département et sur l'opportunité de prendre des mesures de prévention supplémentaires contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19 et dans le cadre du Décret no 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

### 1- La situation épidémiologique

Le département de l'Yonne a fait face depuis le début du mois de mars 2021 à une reprise marquée de l'épidémie de la COVID-19 avec une circulation toujours plus active du virus caractérisée par la croissance continue des indicateurs du taux d'incidence et du taux de positivité.

Ainsi à l'échelle départementale, le taux d'incidence général s'établit à 300 pour 100 000 habitants pour la période du 25 mars au 1<sup>er</sup> avril contre 150 pour la période du 17 au 23 février.

Cette situation entraîne un regain des entrées en hospitalisation et dans les services de réanimation. L'Yonne compte 20 personnes en réanimation pour COVID soit 10 personnes supplémentaires en deux semaines. Plus de 111% des lits de réanimation de la région Bourgogne France Comté sont actuellement occupés par des patients COVID.

Or, à la différence de la situation vécue dans notre région en mars et avril dernier, il est aujourd'hui plus difficile de déprogrammer des soins non urgents compte tenu du risque accru de perte de chance pour les malades, et les transferts inter-régionaux de patients sont rendus difficile par la saturation déjà forte observée dans d'autres régions.

### 2- Mesures envisagées

Pour éviter que l'épidémie ne fasse davantage de victimes directes ou indirectes, il est indispensable de prendre des mesures de nature à limiter sa propagation en invitant nos concitoyens à adopter en toutes circonstances les gestes barrières et en prenant toute mesure de nature à éviter les situations à risques, particulièrement en ce début du printemps qui voit se multiplier les occasions de contacts sociaux en plein air.

Par courrier électronique en date du 2 avril vous me sollicitez afin d'émettre un avis sur les mesures que vous envisagez de prendre afin d'enrayer la propagation du virus dans le département de l'Yonne à savoir : l'interdiction de la vente de biens non alimentaires sur les marchés de plein air.

Cette mesure est complémentaire aux autres mesures adoptées dans le département pour lutter contre la propagation de l'épidémie.

1

ARS Bourgogne-Franche-Comté  
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex  
Tél. : 0808 807 107 - Site : [www.ars.bourgogne-franche-comte.sante.fr](http://www.ars.bourgogne-franche-comte.sante.fr)

Dans l'Yonne, le port du masque sur la voie publique est prévu :

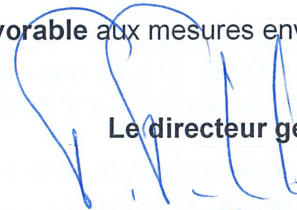
- Sur la voie publique, dans les espaces publics dans toutes les zones bâties des communes du département de l'Yonne, y compris sur les berges et dans les parcs et jardins ouverts au public ;
- Sur les marchés publics en plein air ;
- Sur les parkings des établissements recevant du public de type M, et des principales zones commerciales de 8h à 21h.

La consommation d'alcool est interdite dans toutes les zones et à toutes les heures où le port du masque est obligatoire.

Par ailleurs vous avez pris des mesures visant à :

- Interdire les vide-greniers, braderies et brocantes sur la voie publique ;
- Interdire les activités de livraison à domicile entre 22 heures et 6 heures ;
- Interdire les activités de vente à emporter entre 19h et 6 heures dans tout le département ;

Dans les conditions précédemment décrites, j'émet un **avis favorable** aux mesures envisagées.



**Le directeur général,**

**Pierre PRIBILE**